



N° 2025 -BU-128

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU BUREAU**

L'an deux mille vingt-cinq, le Jeudi 13 Novembre à dix-sept heures trente, le Bureau communautaire de la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan, régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle de réunion du site administratif de Cercy-la-Tour sous la Présidence de Serge CAILLOT, Président.

Présents :

Antoine-Audoin MAGGIAR, Annick BERTRAND, Didier BOURLON, Serge DUCREUZOT, David BONGARD, Michel MARIE, Serge CAILLOT, Marie-Claire RANVIER, Michel MULOT, Dominique STRIESKA, Jean-Christophe SAVE, Pierre TISSIER-MARLOT

Absents excusés : Jean-Paul LAMBOURG

Étaient également présents : Maëlle GRANGEON, DGS.

Secrétaire de séance : Michel MARIE

Envoyé en préfecture le 01/12/2025

Reçu en préfecture le 01/12/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20251113-2025_BU_128-DE



Nombre de membres :

- Afférents au bureau communautaire : 13
- Présents : 12
- Procurations : 0
- Qui ont pris part à la délibération : 12

Tourisme

**Poursuite des non déclarants de Taxe de Séjour devant le Tribunal Judiciaire
N° 2025-BU-128**

M. Didier BOURLON, Vice-Président en charge du tourisme, explique que plusieurs hébergeurs touristiques continuent à ne pas déclarer les taxes de séjours qu'ils perçoivent. Des mises en demeure sont effectuées, et des titres de recettes émis.

Cependant, les poursuites restent parfois sans effet.

L'article L.2333-34-1 du Code général des collectivités territoriales dispose que « *le défaut de production dans le délai prescrit de la déclaration prévue au III de l'article L. 2333-34 entraîne l'application d'une amende pouvant aller jusqu'à 12 500 € sans être inférieure à 750 €* ».

Une autorisation donnée au Président de poursuivre les hébergeurs non déclarant au Tribunal Judiciaire permettrait de faire appliquer les textes.

.../...

Il est proposé d'autoriser le Président à ester en Justice, en particulier auprès du Tribunal Judiciaire pour défendre les intérêts de la Communauté de Communes devant les hébergeurs touristiques qui ne déclarent pas les taxes de séjour auprès de la Communauté de Communes.

Après en avoir délibéré, le bureau communautaire, à l'unanimité, autorise Monsieur le Président à signer une convention d'honoraires avec un avocat pour engager la procédure.



**Le Secrétaire de Séance,
Michel MARIE.**



**Pour copie certifiée conforme,
Fait à Moulins-Engilbert,
Le 13 Novembre 2025**



**Le Président,
Serge CAILLOT.**

Envoyé en préfecture le 01/12/2025

Reçu en préfecture le 01/12/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20251113-2025_BU_128-DE

